
◀ Communiqué de la fédération SUD éducation ▶

Annonces de Blanquer : SUD éducation dénonce une communication mensongère, floue, et réactionnaire

Lors de la conférence de presse de ce mardi à l'occasion de la rentrée scolaire, le ministre n'a apporté aucune réponse aux revendications des personnels. Il s'est contenté d'un exercice d'autopromotion consistant à essayer de verdir son image.

Cette tentative ne révèle que l'ampleur du discrédit du ministre et son affaiblissement.

Au-delà d'un rappel laborieux de mesures déjà anciennes, le ministre a multiplié contre-vérités et annonces floues au contenu idéologique inquiétant.

C'est particulièrement le cas en ce qui concerne la sécurité des personnels et des élèves. Le ministre fait un nouveau pas dans la surenchère rhétorique réactionnaire. Le ministre annonce ainsi la possibilité de scolariser les enfants en classe relais sans l'accord des familles, et des contrats intitulés "Protocole d'accompagnement et de responsabilisation des parents". Il s'agit une nouvelle fois de stigmatiser les enfants des classes populaires. À cela s'ajoute la future circulaire tripartite intérieur / justice / éducation,

La scolarisation obligatoire à 3 ans présentée comme "mesure de justice sociale" est un leurre, alors que 98% des élèves sont déjà scolarisés en maternelle.

Le ministre vante le métier d'Assistant-e d'élève en situation de handicap (AESH) qui serait devenu une "carrière", alors que ces personnels sont privés du statut de fonctionnaire et subissent les temps partiels imposés pour une rémunération mensuelle qui n'atteint qu'exceptionnellement l'équivalent d'un SMIC. Dans ce cadre, le ministre prétend qu'un-e AESH "attend" chaque élève à la rentrée. C'est évidemment faux : les services de l'Éducation nationale demandent dans plusieurs départements aux chef-fes d'établissement de ne surtout pas rappeler aux familles qu'elles doivent elles-même faire les demandes d'attribution d'AESH, espérant économiser ainsi des postes au détriment des élèves les plus vulnérables.

La volonté gouvernementale de démantèlement du régime des retraites est manifeste et la stagnation salariale pèse sur les conditions de vie des personnels. Dans ce contexte, le ministre Blanquer tente de faire passer pour une augmentation de 700 millions d'euros au profit des salaires ce qui n'est qu'une augmentation mécanique du montant attribué à la masse salariale. Ses annonces sur les salaires reposent essentiellement sur des primes non-intégrées au traitement et ne revêtent aucun caractère concret.

Alors que les revendications des personnels et des élèves en matière d'écologie sont fortes, le ministre se contente de gesticulation et de mettre l'accent sur la responsabilité individuelle. Il y a pourtant beaucoup à faire dans les écoles et les établissements scolaires : qualité de la nourriture servie dans les restaurants scolaires, isolation des locaux, radon, amiante... autant de sujets sur lesquels le ministre demeure muet.

Enfin, le ministre a mis en œuvre ses réformes délétères pour le service public d'éducation contre la mobilisation des personnels par la grève tout au long de l'année scolaire dernière par les personnels. Une fois imposées, il prévoit de mettre en œuvre des "comités de suivi", comme autant de tentatives d'instrumentaliser les organisations syndicales pour qu'elles servent de caution à la politique ministérielle.

SUD éducation ne rentrera pas dans ce jeu de dupes, et en cette rentrée se place résolument au côté des personnels qui expriment toujours des revendications d'abrogation des réformes Blanquer.

L'heure est donc à la mobilisation. Des AG sont dorénavant et déjà prévues lors des journées de pré-rentrée, ce qui doit être l'occasion de débattre de la grève et de sa reconduction, dans l'ensemble des secteurs de l'éducation.